UN CAS D'EXPERTISE, L'ÉTRANGE DÉFAITE DE MARC BLOCH ¹

RÉSUMÉ : À partir de l'« Étrange défaite » de Marc Bloch, Dominique Damamme fait l'hypothèse que le paradigme des Annales n'a pas été sans effets dépolitisants sur la pratique politique de l'historien et il appréhende ce texte énigmatique comme un acte d'expertise, c'est à dire une combinaison de pratiques politiques et de pratiques scientifiques. A ses yeux, l'expertise ne recouvre pas seulement des textes de commande mais également des textes hybrides d'intervention politique fondés sur des savoirs scientifiques. L'auteur observe que ce type d'intervention est resté relativement rare en France, notamment en histoire.

« Le problème de l'utilité de l'histoire, au sens étroit, au sens "pragmatique" du mot utile, ne se confond pas avec celui de sa légitimité, proprement intellectuelle. Il ne peut, d'ailleurs, venir qu'en second : pour agir raisonnablement, ne faut-il pas d'abord comprendre ? Mais sous peine de ne répondre qu'à demi aux suggestions les plus impérieuses du sens commun, ce problème-là non plus ne saurait être éludé. »

Marc Bloch, *Apologie Pour L'Histoire*

L'Étrange défaite a été écrit entre juillet et septembre 1940. Marc Bloch, après avoir échappé, au début de juin, à la captivité lors de l'arrivée des Allemands à Rennes où des restes des armées du Nord s'étaient repliés, rejoint dans les premiers jours de juillet sa maison de Fougères dans la Creuse où sa femme et ses enfants se sont réfugiés. Il semble qu'il se soit mis immédiatement à la rédaction de ce récit, poussé par le besoin urgent – « en pleine rage », écrit-il – de mettre de l'ordre dans ses souvenirs et dans ses idées. Avant d'entrer dans la Résistance, il confie le manuscrit à des amis qui le remettront à ses enfants à la Libération.

On s'étonnera peut être de trouver dans un dossier consacré à l'expertise historique une contribution prenant pour objet *L'Étrange défaite*. Ce serait oublier que l'ouvrage combine plusieurs genres, témoignage et examen de conscience, analyse des causes de la défaite et recherche des responsabilités, diagnostic et programme de

1. Ce texte reprend certaines idées d'un travail plus général sur les « intellectuels » mené avec Bernard Pudal.

réformes. Témoignage, Marc Bloch avait choisi ce mot pour intituler son manuscrit. C'est Georges Altman, compagnon de résistance de Marc Bloch et responsable des éditions du Franc-Tireur, qui modifie le titre en 1946 pour le distinguer des nombreux « témoignages » sur la « drôle de guerre » (Veillon, 1977). Sans doute le terme présentait-il aussi l'inconvénient de gommer la volonté de comprendre qui commande l'écriture et qui fait la profonde originalité de l'ouvrage. À ceux qui ne voient dans *L'Étrange défaite* qu'un récit sans originalité ou encore un texte d'humeur (Fink, 1989), Jacques Le Goff répondait par avance que Marc Bloch a fait « vraiment œuvre d'historien, et non de journaliste » (Le Goff, 1993). De fait, *L'Étrange défaite* est un ouvrage d'historien, au sens où la pensée obéit aux règles du métier : critique du témoignage, définition rigoureuse des notions, celle de bourgeoisie par exemple², objectivité dans l'analyse des groupes sociaux, universalisation des responsabilités débouchant sur une recherche des causes, rupture avec l'élitisme et l'intellectualocentrisme : « Nous avons préféré nous enfermer dans la craintive quiétude de nos ateliers. Puissent nos cadets nous pardonner du sang qui est sur nos mains... Il ne nous reste, pour la plupart, que le droit de dire que nous fûmes de bons ouvriers. Avons-nous été toujours d'assez bons citoyens ? ». C'est d'ailleurs le jugement porté sur la *République des professeurs* (Thibaudet, 1927) qui distingue ce texte d'autres méditations sur la défaite, et notamment de *La Réforme intellectuelle et morale* d'Ernest Renan qui a constitué pour Marc Bloch un précédent et un modèle, et auquel il se réfère d'ailleurs explicitement. Plus généralement, on suggère qu'en investissant la fonction du juge et/ou celle du législateur, renouant ainsi à l'encontre des principes des *Annales* avec le schème du tribunal de l'histoire (Bloch, 1993, 157 ; Ginzburg, 1997) – la métaphore judiciaire, omniprésente dans le vocabulaire, est renforcée par le découpage du texte en trois temps, l'enquête, le procès, la condamnation – comme en se plaçant sur le terrain de l'action politique, Marc Bloch a fait œuvre d'expert.

En première analyse, l'expertise peut être définie à partir de la demande sociale et/ou de la fonction sociale³, si l'on suit la distinction proposée par Robert Castel entre expertise mandatée et expertise instituante (Castel, 1985). Comme on le voit dans la *Préface de la seconde édition* d'Émile Durkheim à *De la Division du travail social*, où l'expertise procède d'une auto-institution, la forme expertise regarde autant l'objet et le projet pratique que l'existence d'une demande ou encore une quelconque « situation d'expertise » (Frisch, 1985). Cet élargissement de la notion, en décalage par rapport à l'usage ordinaire, répond moins à un souci d'originalité ou à

2. Voir la définition qu'en propose Marc Bloch, 1990, p. 194-195.

3. La question des rapports entre science et politique est abordée par Gérard Noiriel dans son dernier ouvrage, *Les Origines républicaines de Vichy* (1999). L'auteur oppose l'expertise et la recherche scientifique, qui suppose effectivement une opération de construction théorique des problèmes, ou encore, pour reprendre sa formulation, un travail de réélaboration. Gérard Noiriel souligne la visée pratique d'un ensemble de savoirs positivistes et le caractère d'expertise de ces travaux prétendument scientifiques produits par le scientisme républicain. *L'Étrange défaite* est qualifiée par Gérard Noiriel de témoignage. Mais définir *L'Étrange défaite* comme un témoignage aboutit à notre sens à effacer l'analyse de la société comme le programme de réformes. Affirmer que Marc Bloch s'exprimait en citoyen et en intellectuel de son temps plus qu'en savant, c'est mettre entre parenthèses le fait que ses analyses sont marquées par sa pratique scientifique. Si les œuvres scientifiques ne sont pas sans rapport à la politique, comme le souligne d'ailleurs Gérard Noiriel, les textes d'intervention ne sont pas nécessairement étrangers à la pratique scientifique.

un goût du paradoxe qu'à la tentative d'éclairer les différents niveaux de signification de textes qui rassemblent plusieurs registres discursifs. Il permet également, à notre sens, de mieux cerner les rapports entre science historique et engagement politique. L'expertise désigne ordinairement une activité de conseil s'exerçant dans le cadre d'une commande et selon un mandat ; elle vise les actes d'un spécialiste qui, sur la base d'un diagnostic, propose à une instance de décision des recommandations pratiques : préconisations techniques, mais aussi propositions d'action et/ou mesures de réparation qui peuvent être d'ordre politique. Si l'on admet que la catégorie n'associe pas seulement savoir et commande mais aussi savoir et intervention, qu'elle englobe également des pratiques autonomes, un second type d'expertise est à prendre en compte, l'expertise auto-instituée orientée vers l'espace public. Lorsqu'elle comporte des dispositifs de remédiation ou de transformation fondés sur une norme éthique ou un projet politique ou qu'elle énonce un discours programmatique, on conviendra alors de parler d'expertise pragmatique⁴. La *Seconde Préface* d'Émile Durkheim à *De la Division du travail social*, où le sociologue tire les applications pratiques de sa théorie, constitue un exemple suggestif de ce type de textes⁵. En histoire, comme en sociologie, l'appel à la catégorie d'expertise auto-instituée suppose une distinction de droit entre discours scientifique et discours pragmatique. Or, dans le champ du savoir historique, cette distinction soulève des problèmes spécifiques en raison des fins et des usages politiques de l'histoire. Comme l'a indiqué Reinhart Koselleck, le passage d'« histoires » à visée pratique à une « Histoire » pensée comme processus, tout en marquant un bouleversement de l'expérience historique, n'a pas radicalement transformé les fonctions sociales et politiques qu'elle remplissait en tant que connaissance pratique ou morale (Koselleck, 1997). Seulement, les logiques de légitimation ou de procès se sont désormais appuyées sur le téléologisme ou le finalisme politique et moral des philosophies de l'histoire. Pour autant, même si l'on considère l'histoire du XIX^e siècle, et particulièrement l'histoire politique, comme préscientifique, l'érudition dont elle témoigne, ou ses intuitions, font qu'elle continue d'appartenir à la formation discursive de l'Histoire, en dépit des présupposés idéologiques ou des objectifs politiques (Nora, 1997). Comme l'orientation politique ou éthique de ces formes d'histoire n'est pas contradictoire avec la production de connaissance et qu'inversement l'expertise pragmatique constitue un genre hybride combinant analyse et jugement de valeur – l'intervention politique s'appuie sur du savoir et sur les règles du « métier » –, l'étude des discours qui participent d'un « engagement scientifique » (Mauger, 1995)⁶ pose nécessairement la question de la délimitation entre science et expertise. Nous avons tenté d'y répondre en définissant l'expertise pragmatique par un double critère, la dimension pro-

4. Bloch utilise le terme d'histoire pragmatique quand il traite de l'« utilité » de l'histoire (Bloch, 1993, 73).
5. « Mais de ce que nous nous proposons avant tout d'étudier la réalité, il ne s'ensuit pas que nous renoncions à l'améliorer : nous estimerions que nos recherches ne méritent pas une heure de peine si elles ne devaient avoir qu'un intérêt spéculatif. » Durkheim, 1991, p. XXXVIII – XXXIX.
6. Cette forme d'intervention qui s'exerce non pas au nom d'une compétence savante générique – caractérisant la figure de « l'intellectuel » à la française, « représentant de l'universel », incarnée par Émile Zola et reproduite par Jean-Paul Sartre – mais s'appuie sur une pratique scientifique, fait écho à la notion théorisée par Michel Foucault « d'intellectuel spécifique » dont la particularité est de fonder son engagement sur une vérité scientifique « locale », la politisation s'opérant à partir de l'activité scientifique.

grammatique et le registre politique. Il ne s'agit, à l'aide de ce critère, ni de tracer une frontière entre la science et le reste, ni d'apporter une réponse aux débats historiographiques sur le statut, scientifique ou non, des études historiques mais plus modestement de marquer en quoi ces textes d'intervention, en raison de leurs spécificités, demeurent en droit distincts des énoncés de forme scientifique ⁷.

Sommaire, la biographie que Marc Bloch présente au début de son essai en dit suffisamment pour comprendre, politiquement mais aussi psychologiquement, son engagement dans la Résistance ⁸. Ouvrant son récit par une « présentation du témoin », il insiste d'abord sur l'attachement séculaire à la République française d'une famille juive d'Alsace ayant choisi l'exil en 1871. Il y rappelle sa conduite courageuse pendant la première guerre mondiale attestée par quatre citations – ce qui signifie d'ailleurs qu'il savait à quoi s'en tenir sur son comportement face au danger – ainsi que sa décision de s'engager en 1939 alors qu'il avait déjà plus de cinquante ans (« le plus vieux capitaine de l'armée française ») et qu'il était père de six enfants. Marc Bloch est d'abord français, un citoyen français. Juif « sinon par la religion (...) du moins par la naissance », il ne se reconnaît pas dans cette identité qu'il assume pourtant et qu'il lui arrive de revendiquer face à un antisémite. « Étranger à tout formalisme confessionnel comme à toute solidarité prétendument raciale, je me suis senti, durant toute ma vie entière, avant tout et simplement français » (Bloch, 1941). C'est dire qu'il récusait par avance toute interprétation de son entrée dans la Résistance en 1943 comme découlant du judaïsme dont il se sent, comme beaucoup d'autres, très éloigné, même si son action est liée à l'identité que lui impose brutalement le Statut des juifs (notamment les mesures d'exclusion de la fonction publique (Singer, 1992) et, plus largement, la politique antisémite de Vichy et de l'Allemagne, qui fait brusquement de lui, juif assimilé, un paria.

Si s'interroger sur l'engagement chez Marc Bloch a un sens, c'est que sa conduite pendant la seconde guerre mondiale tranche sur la position de retrait à l'égard de la politique qu'il a observée dans la période précédente. Conséquence d'un choix précoce, peut-être effectué au sortir de l'E.N.S., cette distance lui est apparue de plus en plus problématique au fur et à mesure de l'aggravation de la crise des années trente. On a vu qu'il dénonce ce retrait avec violence dans *L'Étrange défaite*. C'est d'abord à décrire cette position qu'on s'attachera, pour montrer ensuite qu'historiographie scientifique et expertise s'adossent chez Bloch à un même paradigme cognitif, qualifié ici de constructivisme réaliste – oxymore qui a pour fonction de conserver la tension entre

7. Sur ces points, voir la présentation du dossier.

8. La biographie d'Olivier Dumoulin est parue après la rédaction de cet article. Les analyses développées ici divergent de celles d'Olivier Dumoulin, notamment dans l'analyse du rapport de Marc Bloch au politique. L'auteur soutient la thèse d'une dépolitisation partielle, limitée à la période 1925 à 1934, en s'appuyant (?) sur la lecture des *Rois thaumaturges* d'Ulrich Raulff, qui y voit une œuvre politique en profondeur (Dumoulin, 2000, p. 291 et p. 177), et d'autre part sur la correspondance de Bloch à partir de 1934. Ulrich Raulff défend l'idée d'une politisation implicite de l'œuvre de Bloch en soulignant la récurrence des thématiques du lien social et du lien national, au travers desquelles s'exprime l'influence d'Émile Durkheim. Pour notre part, nous insistons sur la distance publique au politique de Marc Bloch tout en suggérant l'existence d'une politisation de la pensée qui s'exprimerait essentiellement par le choix des objets : structure sociale, rapports de domination...

perspectivisme et positivisme⁹. Pour conclure, on indiquera le destin posthume de l'ouvrage, en s'intéressant à sa réception, et en cherchant à comprendre pourquoi un texte érigé aujourd'hui en référence ou en modèle est resté sans réelle postérité.

RETRAIT ET DEPOLITISATION DE L'HISTORIOGRAPHIE

Il est moins simple qu'on imagine de situer Marc Bloch dans l'espace politique de l'entre-deux-guerres. Même son fils avoue son hésitation : un homme de gauche, mais tout autant un homme d'ordre : « Je ne sais pas quelles étaient les idées politiques de mon père » (Bloch, 1990, 28). À la différence de Lucien Febvre, militant à la S.F.I.O. dans sa jeunesse, Bloch n'a jamais adhéré au parti socialiste. Avant 1914, il s'inscrit dans cette mouvance qu'on désigne sous l'étiquette du socialisme normanien (Charle, 1994 b). Il fait partie du Groupe d'Études Socialistes, créée en 1908 par Albert Thomas. Lié à la S.F.I.O. et inspiré par le modèle Fabien, ce groupe réunit élèves de l'École Normale Supérieure et membres de l'École durkheimienne. Parmi la cinquantaine d'adhérents, on relève les noms de Robert Hertz, de François Simiand, d'Edgard Milhaud, d'Ernest Poisson, de Marcel Granet, de Max Lazard, de Paul Ramadier, d'Hervé Sellier, d'Edmond Laskine... (Prochasson, 1993). Marc Bloch sera actif dans ce réseau réformiste pendant deux ou trois ans. Pour l'après-guerre, André Burguière, signalant sa sensibilité à « l'esprit des années trente » et son intérêt pour les doctrines « non-conformistes », c'est à dire pour les tentatives de troisième voie entre le capitalisme et le socialisme, a relevé ses critiques à l'égard du personnel politique et des idéologies socialistes. Faute d'un label politique plus précis, on qualifiera Marc Bloch de républicain progressiste¹⁰, ce qui suffisait à lui valoir une réputation de rouge auprès de certains de ses collègues et de l'éditeur des *Annales*. Républicain, patriote, opposé au pacifisme comme au communisme (Burguière, 1979, Dosse, 1987), Marc Bloch n'a pas trouvé dans l'entre-deux-guerres de parti accordé à ses idées. Désaffection, décalage – les deux hypothèses ne sont pas contradictoires –, il faut également comprendre cette distance au champ politique comme l'expression d'une exigence d'autonomie propre à tout producteur intellectuel. Comme il l'écrit dans *L'Étrange défaite*, il s'est toujours refusé à se laisser « embrigader » dans un collectif, le militantisme lui paraissant contraire à l'indépendance du savant : « Nous n'avions pas des âmes de partisans » (Bloch, 1990, 204). Lorsque, après les Accords de Munich¹¹, il décide de s'engager, il le fait en adhérant aux « Amis de la vérité », un groupe dont l'appellation constitue, si l'on peut dire, tout un programme et où on peut voir à la fois une symbolisation et une projection de l'idéal rationaliste sur le terrain politique et la marque d'un tropisme professionnel. Cette exigence d'autonomie, adossée à une conception intellectualiste de l'action politique, sans impliquer nécessairement un rejet mais plutôt un rapport distancié et distendu au politique, a fait obstacle, dans le cas de Marc Bloch mais aussi de nombreux intellectuels, à un engagement public plus marqué. Sa correspondance

9. En dépit de l'antipositivisme méthodologique de Marc Bloch, ce terme est destiné à marquer le statut de la réalité du passé. Cf. Noiriel (1994, 1996).

10. On sait que Marc Bloch a soutenu au début l'expérience du Front populaire.

11. En 1938, Marc Bloch songe à faire acte de candidature à la direction de l'E.N.S, pour contrer celle de Maurice Halbwachs dont il critiquait l'engagement pacifiste. A la même époque, il écrit à Lucien Febvre « Servir oui. Mais, à quoi ? et où ? », Muller, 1997, p. 181.

avec Lucien Febvre, en particulier à partir des années 1933-1934 où il exprime ses inquiétudes devant la montée du nazisme et les tentations néo-fascistes, montre qu'il n'a pas attendu les Accords de Munich pour s'interroger sur la question de l'engagement. Tout en continuant d'ailleurs à douter de l'efficacité réelle de l'intervention des « intellectuels » (Bloch, 1994, Muller, 1997), il accepte de signer au moins un manifeste, l'appel « Aux Travailleurs » (du 5 mars 1934), texte de fondation du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (C.V.I.A.) (Racine, 1977). Cet acte public, unique en son genre, comme son adhésion au groupe des « Amis de la Vérité » n'invalide pas la vision d'un Marc Bloch, politisé au sens de politiquement intéressé, mais à la conduite régie par une obligation d'apolitisme comparable, dans ses formes extérieures, à l'idéal positiviste du savant de la « République des universitaires » (Charle, 1994). En fait, cette combinaison de prises de position politiques, de postulats scientifiques et d'éthique professionnelle le conduit alors à une position de retrait, qui n'autorise un engagement public qu'à la marge ou qu'exceptionnellement. Dans cette distanciation à l'égard du politique, pratique mais aussi théorique, il est indéniable que plusieurs déterminations ont agi, se renforçant entre elles. Des considérations proprement politiques, désinvestissement ou désaccord avec les idéologies et les programmes des partis. Des logiques de carrière également. Diverses analyses montrent que le désir de faire une œuvre, mais aussi les stratégies de conquête des postes les plus légitimes de la discipline, ont amené les deux historiens à éviter un étiquetage politique trop visible, difficilement compatible également avec la direction d'une revue savante. Plus largement, cette réserve découle du code de conduite en vigueur dans la tribu des historiens. Olivier Dumoulin parle pour la période 1914-1935 d'une histoire « au dessus de la mêlée », professant « une déontologie du désengagement » (Dumoulin, 1992). Christophe Charle évoque pour l'entre-deux-guerres la « politique de l'apolitisme » des universitaires (Charle, 1994). Jouent dans le sens du renforcement des exigences de scientificité aussi bien la professionnalisation du champ historique que la concurrence sur le marché des postes, qui se traduit en particulier par la rivalité universitaire entre Lucien Febvre et Marc Bloch (Dumoulin, 1979, 1984, 2000). Pour Olivier Dumoulin, s'inspirant des thèses de Pierre Bourdieu, ces conditions de fonctionnement du champ historique contribuaient à la délégitimation de l'histoire politique et, sur le plan méthodologique, à l'affirmation de l'incompatibilité entre science et politique, vieille règle du métier, rappelée par Monod comme par Taine, mais à la validité plus idéale qu'effective ou même possible. Parallèle à la pente du champ historique, et en même temps indissociable de son évolution, il faut, à un autre niveau, souligner l'influence qu'a exercée la sociologie de Durkheim sur le paradigme des *Annales d'Histoire Économique et Sociale* (Revel, 1979). Le paradigme annaliste tire sa spécificité des transferts qu'il opère des sciences sociales à l'histoire – héritages et emprunts à la fois à l'école géographique de Vidal de la Blache, à la psychologie historique d'Henri Berr ou à la sociologie de Durkheim, dont Lucien Febvre a dressé le tableau détaillé (Dosse, 1987, 43). Il est vraisemblable que, sensibles dès leur période de formation à la démarche positive des sciences sociales, les deux historiens, et pas seulement eux, ont ressenti très fortement à la fin de la guerre de 1914-1918 l'urgence d'une méthode historique scientifique. L'hypothèse peut être posée d'un lien, au moins indirect, entre la guerre et la crise du rationalisme idéaliste, par suite avec le projet de fonder l'histoire sur une démarche réellement scientifique. Relevons, en

tout cas, que l'inspiration ou la référence à la sociologie a procuré aux fondateurs de la « nouvelle » histoire trois grands principes d'analyse et/ou d'arguments stratégiques. D'abord, contre l'histoire positiviste, la nécessité de la construction d'objet, ce qui se traduit par le mot d'ordre de l'histoire-problème. Ensuite, sous l'influence de la sociologie, un déplacement, légitimé sur des bases scientifiques nouvelles, des objets historiques du domaine institutionnel et politique vers le social et le « mental ». Ernest Labrousse rappelait, il y a peu, dans un entretien rétrospectif sur sa vie de chercheur, que « le grand lien commun de l'école des *Annales*, c'est l'introduction généralisée des forces collectives dans la problématique de l'histoire » (Labrousse, 1980). Qu'il s'agisse des représentations de la royauté dans *Les Rois thaumaturges* ou de la structure sociale dans *Rois et serfs* et dans *La Société féodale*, le choix des objets de recherche de Marc Bloch, comme leur construction, sont marqués par la sociologie durkheimienne, renforcée par la lecture de Marx. Dans *L'Étrange défaite*, Marc Bloch revient encore sur la nécessité pour comprendre l'effondrement de la société française de recourir aux « forces massives » qui façonnent l'histoire d'un pays (Bloch, 1990, 204), d'aller au-delà ou en-deça du politique pour atteindre le social et le culturel et sortir du carcan de l'histoire politique et de l'histoire nationale. Complément en négatif de l'apport précédent, le rejet d'une certaine conception politiste – événementielle, passive devant les faits, sans problématisation, bref « historisante » (Le Goff, 1988) –, de l'histoire politique, dont François Simiand avait fait la critique systématique dans un article, « Méthode historique et science sociale », qui servira de drapeau et de point de ralliement au courant des *Annales*. Il y dénonçait les idoles de la tribu historienne, l'idole des origines, l'idole individuelle « habitude invétérée de concevoir l'histoire comme une histoire des individus et non comme une histoire des faits », et l'idole politique, c'est à dire « la préoccupation perpétuelle de l'histoire politique... qui arrive à donner à ces événements une importance exagérée... (et) retarde pour autant l'attitude scientifique en rendant plus difficilement admissible et praticable l'élimination méthodique des influences contingentes, moins concevable et possible l'établissement de régularités et de lois » (Simiand, 1959). Simiand les débarrasse ainsi de deux socles de l'histoire « positiviste », l'individu historique et l'événement (*La société féodale*) opérant du coup une libération du champ des questionnements. La critique du primat du politique vise en premier lieu l'histoire judiciaire. Les historiens ne sont pas des juges et l'histoire n'a pas à s'ériger en tribunal du monde. Lucien Febvre l'écrit à propos d'Albert Mathiez dans un texte intitulé « Contre les juges suppléants de la vallée de Josaphat » : « L'historien n'est pas un juge... pas même un juge d'instruction. L'histoire, ce n'est pas juger, c'est comprendre – et faire comprendre » (Febvre, 1945, 1992). De même pour Marc Bloch : « comprendre... nous ne comprenons jamais assez. » (Bloch, 1993, 159) ; « étant historien, je ne porte pas de jugement de valeur » (Bloch, 1963). De cette critique procède également le refus du magistère politique dont l'histoire avait été investie au XIX^e siècle et de l'horizon dominant sur lequel elle s'inscrivait, la construction de l'État-nation et la défense de la République. Monod en avait défini les missions dans l'introduction de la première livraison de la *Revue Historique*, « la vérité », mais aussi « la grandeur de la Patrie » et le « progrès du genre humain » (1876). Le programme des *Annales* est bâti contre cette conception. « Plus jamais d'histoire serve » affirme Lucien Febvre en 1919, affirmant sa volonté de rompre avec l'historiographie de droite comme avec l'histoire

républicaine, à la Monod, Lavisse ou Seignobos, Aulard ou Mathiez. De surcroît, pour les fondateurs des *Annales*, la Guerre de 1914-1918 avait anéanti définitivement l'idée même d'une histoire nationale ou européenocentrée, appuyée, qui plus est, sur la croyance dans le progrès. Dans le titre que retient Lucien Febvre pour sa conférence inaugurale de Strasbourg en 1919, « L'histoire dans un monde en ruines », le savoir historique appartient lui aussi aux ruines du présent (Febvre, 1920). Sa restauration suppose l'abandon du point de vue politique, concrètement, des formes dans lesquelles l'histoire politique se déploie, histoire récit, histoire période, « histoire historisante », des biais qu'elle charrie, téléologisme et immanentisme ainsi que des fonctions qu'elle remplit, de légitimation du présent, de consolidation des représentations politiques et plus généralement d'ancrage du primat du politique. Au total, ce qu'il faut retenir de cette appropriation historiennne de la sociologie, c'est, à coup sûr, une manière de construire les objets de recherche et de les traiter ; c'est aussi la réception d'un modèle scientifique, qui s'exprime dans la critique de l'histoire finaliste et normative, celle-là même que nous avons appelée l'histoire-procès, et dans le rejet de l'histoire nationale ou encore du politique comme objet historique. Ces rejets, précisons-le, n'impliquaient pas un abandon de l'histoire contemporaine. Pour les *Annales*, l'histoire devait apporter « une réponse à des questions que l'homme d'aujourd'hui se pose nécessairement » (Dosse, 1987, 60), et jusqu'en 1939, le tiers, certaines années plus de la moitié, des articles publiés porte sur le temps présent, voire l'actualité la plus récente (Dumoulin in Dosse, 1987, Corbin, 1983), mais ils l'abordent en contournant la sphère politique. On sait que les critiques de Marc Bloch dans ses comptes-rendus d'ouvrages racistes allemands s'expriment sous couvert de la critique historique. Lucien Febvre se demandait si « le désir d'être objectifs ne nous entraîne pas trop loin, tout de même, dans l'éloge » (Schöttler, 1995 (b), Muller, 1997). Dès lors, le numéro souvent cité que la revue consacre à l'Allemagne en 1937 apparaît plus comme une exception, une entorse au principe d'objectivité qu'une preuve de politisation. Contrairement à Peter Schöttler (Schöttler, 1995 a), qui interprète *Les rois thaumaturges* comme une œuvre en son fond politique (1995), André Burguière (1979) et d'autres (Dumoulin, 2000) analysent la position de Marc Bloch comme une posture de retrait. Comment penser en effet qu'un modèle de connaissance aussi fort que celui des *Annales* n'ait pas rejailli sur les formes du rapport pratique au politique, sur la possibilité, non pas de prendre parti *in foro interno*, mais d'exprimer publiquement ses partis pris. L'espèce de scientisme auquel aboutissait le paradigme et la dévaluation du politique qu'il consacrait ne pouvait que peser sur les formes et les modes d'expression de l'engagement, ne serait-ce que parce qu'il y avait nécessité à mettre en accord la théorie et la pratique, au risque sinon de dévaluer ou de ruiner le projet et la problématique elle-même. L'hypothèse la plus probable, au moins dans l'entre-deux-guerres, est que la pratique politique s'est trouvée assujettie au paradigme. L'œuvre, ici, a structuré la vie. Il a souvent été dit également – au nom du principe de l'identité biographique et d'une lecture rétrospective de la vie de Marc Bloch à partir de son engagement dans la Résistance – que le refoulement du politique ne concernait pas l'engagement du citoyen (« pour l'entre-deux guerres, plutôt que de divergence entre le savant et le citoyen, mieux vaut parler de distance ou d'écart », Bédarida, 1997, 133). Mais citoyen est encore beaucoup dire, à moins de le concevoir simplement comme un électeur intéressé par la politique. La thèse défendue ici plaide

en faveur d'une interprétation qu'on pourra qualifier de moyenne entre politisation et dépolitisation, mais elle part de prémisses différentes de celles de la plupart des auteurs. Elle marque d'une part l'effet du paradigme scientifique sur l'action et sur la pensée du savant tout en faisant l'hypothèse que le reflux du politique dans la connaissance n'est jamais total et qu'il fait retour à travers des médiations plus ou moins directes, plus ou moins complexes.

Pour un producteur intellectuel, il est différentes modalités de retrait par rapport au politique comme il y a différentes formes explicites de politisation : l'adhésion à un parti politique, la professionnalisation politique ou l'utilisation du rôle d'intellectuel. L'affaire Dreyfus a cristallisé en effet l'existence d'un nouveau collectif, les « intellectuels », et institué un mode – spécifique à la France, dans sa naissance comme dans sa réussite durable (Charle, 1990) – d'intervention politique alternatif à la représentation politique et à la délégation partisane. Aux figures antérieures de la politisation ou du retrait, l'affaire a ajouté celle de l'engagement au nom d'universels, à commencer par la vérité et la justice au nom desquelles les dreyfusards et Zola ont mené leur combat, modifiant les rapports réels et possibles des producteurs culturels au politique. Pour illustrer la voie de la professionnalisation, on renverra à Jaurès ou à Herriot, pour la posture intellectuelle, à Péguy, Romain Rolland, Gide et Sartre, des écrivains plutôt que des universitaires pour toute la période ou le public étudiant est trop peu nombreux pour assurer à lui seul les conditions minimales de l'accumulation d'un capital symbolique dans le champ intellectuel. Ces rôles et ces positions sont évidemment à prendre comme des formes idéales-typiques, un même individu pouvant les occuper tour à tour. Marc Bloch, qui se définissait lui-même comme appartenant au dernier groupe d'âge de la génération dreyfusarde, sa « pointe dernière », a, avec le manifeste du C.V.I.A., renoué au moins une fois avec la pratique de la pétition d'« intellectuels », que son père Gustave Bloch avait inauguré en signant une des protestations des « intellectuels » de janvier 1898. Cette réserve, à laquelle se tiendra également Lucien Febvre malgré des liens plus étroits avec le personnel politique et des pressions plus fortes du fait de ses positions centrales dans le champ universitaire (Lucien Febvre fait partie du bureau national du Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes), est trop récurrente pour s'expliquer uniquement par un simple décalage par rapport aux programmes des partis et aux idéologies, ou par le code déontologique de la corporation des historiens, dont manifestement les règles n'étaient pas interprétées ou respectées de la même manière par tous les historiens, notamment par les plus engagés d'entre eux. Pour que l'incompatibilité entre la politique et la science soit vécue de manière aussi prégnante, il fallait quelque chose de plus : que se soit greffée sur une conception vocationnelle et ascétique du travail scientifique, qu'on est en droit d'analyser comme un effet de champ, une version scientifique de la science dont on fait l'hypothèse qu'elle a contribué, dans le cas de Marc Bloch, au refus d'une publication du « for politique » (Labrousse, 1980), et qu'elle fut plus déterminante que le rejet, réel, du modèle élitiste intellectuel, auquel il s'est d'ailleurs rallié une fois.

Étienne Bloch est persuadé qu'à la Libération son père « aurait pris part au combat politique » (Bloch.E, 1990). La guerre, en effet, a provoqué chez Marc Bloch une rupture majeure, plongeant sa vie dans le jeu aveugle des forces collectives. Il y a, nous semble-t-il, un avant et un après 1939. De cette rupture, *L'Étrange défaite* porte témoignage. Comme en témoignent les articles qu'il a écrits pendant l'Occupation.

tion dans *Les Cahiers Politiques*, revue du Comité Général d'Études – organisme d'experts comme le nom l'indique –, dont il devient le rédacteur en chef, et où il lui arrive d'appeler à des changements sociaux de grande ampleur, notamment dans ses « Notes pour une révolution de l'enseignement » (Bloch, 1990, 254)¹². Le mot de révolution est dans l'air du temps mais son emploi par Marc Bloch n'est pas indifférent. La défaite et la politique de Vichy ont eu pour effet une réévaluation de son abstention passée et une redéfinition de son rapport au politique, pour le présent et pour le futur. On trouve parfois l'idée que Marc Bloch eût pu devenir ministre de l'Éducation Nationale. Il est possible qu'il eût accepté des fonctions officielles d'expertise dans le domaine de l'enseignement, tout comme Lucien Febvre, qui fut membre de la Commission Langevin-Wallon. Pour un universitaire, ou un savant, on voit par là qu'il est plusieurs manières de participer au champ politique, que cette participation peut procéder d'autres voies que le militantisme, une carrière politique ou l'engagement « intellectuel », et qu'elle peut revêtir la forme de l'expertise. Cette forme d'engagement, qu'on peut rattacher à l'Affaire Dreyfus, première circonstance où l'histoire fut convoquée pour servir à l'établissement de la vérité devant la justice et devant l'opinion publique (Duclert, 1994), a été pratiquée par Marc Bloch dans sa jeunesse avec le Groupe d'Études Socialistes. Mais il suffit de citer les cas de Ferdinand Buisson, d'Albert Thomas, ou celui de Marcel Mauss pour se rendre compte qu'une interruption avec son départ en province après l'agrégation, l'action politique par le biais de l'expertise n'a pas connu chez le jeune Bloch ou le Bloch de la maturité un réel développement. Dans la perspective proposée ici, on est évidemment enclin à interpréter ce fait comme une confirmation supplémentaire de l'idée que la définition ascétique du métier et la conception scientiste de la science ont contribué à creuser l'écart entre le savant et le citoyen.

Se mettre en retrait ne signifie pas désinvestir le politique (Hirschman, 1983) mais d'abord s'abstenir en pratique¹³. Pensons à Émile Durkheim qui s'engage dans l'Affaire Dreyfus et lors de la première guerre (Durkheim, 1995), mais qui retourne à son œuvre après avoir pris position. Ce type d'intervention au coup par coup, par intermittence, va de pair, en particulier dans les disciplines littéraires et dans les sciences sociales, avec des formes variées de politisation des activités de pensée, par l'élection d'objets de recherche, de schèmes ou de paradigmes d'analyse. Cette politisation de l'activité de pensée conditionne problématiques scientifiques et expertises pragmatiques. La *Division du travail social* d'Émile Durkheim peut à nouveau être sollicitée, mais aussi l'œuvre de Gustave Lanson,

12. Le CGE est mis en place par Jean Moulin « comme le premier organe central de la Résistance » (Paul Bastid). Il s'agissait de réunir les différents groupes de réflexion qui s'étaient formés dans le but d'étudier les mesures à prendre sur le plan politique et administratif au moment de la Libération. Le CGE comprend François de Menthon, Robert Lacoste, Paul Bastid, Alexandre Parodi (Veillon D., 1977, p. 339-340).

13. Olivier Dumoulin revient après Ulrich Raulff sur la figure du juge chez Marc Bloch qu'on trouve évoquée en plusieurs endroits, l'article « La vie d'outre-tombe du roi Salomon » (1925), un passage de l'*Apologie* (où à propos de Richard Simon, Marc Bloch écrit que « l'histoire a le droit de compter parmi ses gloires les plus sûres d'avoir ainsi, en élaborant sa technique, ouvert aux hommes une route nouvelle vers le vrai et, par la suite, le juste » (p. 155), ainsi que dans un échange de lettres avec Febvre daté de 1939 (Dumoulin, 284). Ces divers « indices » révèlent, chacun à sa manière, les difficultés du « refoulement » du politique. « A tort ou à raison, l'attrance mal maîtrisée de Marc Bloch pour cette figure du « juste juge » découle de sa capacité à surmonter le dilemme de l'action et de la connaissance » (Dumoulin, 287).

qu'une seule fois... » (1992, 201). Plus strictement positiviste dans sa théorisation de la méthode historique que dans sa propre pratique historique, Seignobos écrit qu'en science, « après avoir regardé les faits, on se pose systématiquement des questions : toute science est formée d'une série de réponses à une série de questions méthodiques » (Seignobos, 1992, 177). S'il cède à cette vision naïve de la recherche, c'est qu'il pense dans la perspective d'une histoire dominée par les institutions politiques, et que, s'intéressant d'abord aux décisions des États, au fonctionnement des institutions ou à la structure des régimes, il privilégie les documents des archives publiques. Pour l'historien positiviste – aux prises avec des faits en nombre infini mais contenus dans un nombre fini de documents, selon une formule d'Antoine Prost –, « les faits historiques ont ce caractère commun d'être tirés tous des documents. » (Seignobos, 1992, 175, Prost, 1996, 72-73). À l'inverse, pour Lucien Febvre comme pour Marc Bloch, aucun historien n'a jamais progressé du document au fait historique en passant par la critique documentaire. « Quand on ne sait pas ce qu'on cherche, on ne sait pas ce qu'on trouve » (Febvre, 1992, 59). Même si Seignobos précisait qu'un même document pouvait être lu différemment selon les points de vue par définition divers des historiens, la connaissance est censée partir de l'objet. Les *Annales* inversent le rapport : le fait historique est inventé par les questions de l'historien, et étant fonction de la problématique, il n'est pas dissociable de son interprétation. « Toute recherche historique suppose, dès ses premiers pas, que l'enquête ait déjà une direction. Au commencement est l'esprit. Jamais, l'observation passive n'a rien donné de fécond. À supposer d'ailleurs qu'elle soit possible » (Bloch, 1993, 109). On a vu dans ce protocole de recherche l'influence des thèses durkheimiennes sur la construction de l'objet, voire une réception de la théorie weberienne de la science (Oexle, 1990). Il faut donc parler d'une rupture par rapport au paradigme positiviste puisque la réalité historique n'est que relative à la perspective¹⁷. Mais il faut ajouter que rattacher le nouveau paradigme au constructivisme actuel serait dénué de sens. Il n'y a pas chez Bloch de divorce entre l'ordre du récit scientifique et l'ordre du monde. L'historien reste attaché au réel ne serait-ce que parce qu'il dépend des traces qu'a laissées le passé, qu'il a pour fonction de restituer. Dans cette perspective, la notion de preuve fait partie intégrante du métier d'historien, et le fait historique doit être démontré selon les critères de scientificité en vigueur dans la discipline historique (Ginzburg 1997, Chartier, 1998). Certes, la « vérité historique » découle du système d'hypothèses et des techniques en usage. Elle est fonction de l'époque et du moment. Mais toutes les explications ne se valent pas, et leur validité dépend de la valeur des hypothèses et des preuves, garanties par des opérations intellectuelles et techniques contrôlables et renouvelables. S'il convient de voir dans le paradigme des *Annales* la revendication explicite du droit à la construction de l'objet, posé comme condition de possibilité de la connaissance de la réalité passée, ou, pour reprendre une terminologie weberienne, l'affirmation d'un perspectivisme, cela ne signifie pas que l'histoire soit assimilable au récit de fiction.

Mettre en évidence le constructivisme réaliste de Marc Bloch permet de comprendre sa réflexion sur les fonctions sociales de l'histoire. Marc Bloch était conscient autant de l'impossibilité de s'en tenir à la thèse positiviste d'une accumulation de faits censés parler d'eux-mêmes que des dangers du relativisme interprétatif et du

17. Pour Gérard Noiriel, Seignobos et Bloch appartiennent au même paradigme théorique (1996).

une compétence en matière militaire suffisamment informée pour recommander des mesures de réforme. Mais surtout, ce sont les défauts de la formation intellectuelle des cadres de l'Armée qu'il dénonce : incompetence, esprit de routine, formalisme, abstraction, manque de sens des réalités et du terrain, notamment chez les officiers d'état-major. S'il est un point à souligner, c'est le jugement qu'il porte, là encore en connaisseur, sur l'enseignement des écoles de guerre, particulièrement de l'histoire qui « puisant ses prétendues leçons dans le passé, ne pouvait que conduire à mal interpréter le présent ». La déposition du témoin se déroule ainsi sur le double registre du témoignage et du rapport d'expert, à la fois praticien de la vie militaire et spécialiste des questions d'enseignement et, si l'on veut, de renseignement. « Beaucoup d'erreurs diverses, dont les effets s'accumulèrent, ont mené nos armées au désastre. Une grande carence, cependant, les domine toutes. Nos chefs, ou ceux qui agissaient en leur nom, n'ont pas su penser cette guerre. En d'autres termes, le triomphe des Allemands fut, essentiellement, une victoire intellectuelle et c'est peut-être là ce qu'il y a eu en lui de plus grave. » (Bloch, 1990, 157) ¹⁹. Il voit dans la défaite la conséquence d'une double défaillance, de l'intelligence et de la moralité, au sens de formation des mœurs et du sentiment national, le défaitisme du haut commandement s'expliquant plus par l'affaiblissement du patriotisme et le mépris de la hiérarchie militaire pour un régime républicain « honni » que par le rapport de forces objectif : « Au fond de leur cœur, ils étaient prêts d'avance à désespérer du pays même qu'ils avaient à défendre et du peuple qui leur fournissait leurs soldats. C'est plus loin et plus profond qu'il faut chercher les racines d'un malentendu trop grave pour ne pas devoir compter parmi les principales raisons du désastre. »

Dans l'explication d'un événement, l'historien part des causes les plus proches. En l'occurrence, la défaite étant d'abord un fait militaire, la responsabilité doit être imputée au commandement de l'armée. Pour autant, la défaite n'a pas été seulement qu'un fait militaire, elle s'apparente à un fait social total. Elle a provoqué une débâcle collective, un sauve-qui-peut généralisé, un renoncement immédiat, imprévisible et presque incompréhensible aux yeux de Marc Bloch, qui attribue au peuple sa propre mystique, le « culte de la patrie » et « l'exécration des tyrans ». Selon lui, il a manqué pendant la « drôle de guerre » une véritable mobilisation nationale. Mais il suffit de suivre sa démonstration pour douter que ce volontarisme patriotique eût été suffisant. Très vite, il apparaît que les causes de la défaite sont plus anciennes et plus profondes, qu'elles tiennent aux « forces collectives ». Du côté de la masse, elle n'avait pas « compris grand chose à l'élargissement du devoir si impérieusement prescrit par une époque comme la nôtre. J'entends : dans l'exercice quotidien du métier qui demeure, après tout, la pierre de touche de la conscience professionnelle ». Ses représentants, les organisations syndicales, oscillant entre revendications à court terme et illusions pacifistes ou communistes, « n'ont pas su se pénétrer de l'idée que, pour elles, rien ne comptait plus devant la nécessité d'amener, le plus rapidement et complètement possible, avec la victoire de la patrie, la défaite du nazisme... ». Pacifisme et communisme dominaient d'autant mieux la scène politique que les institutions, les partis, la presse, l'école, qui auraient dû contrebalancer leur

19. « On laissa tout perdre parce que, pour guider l'action, trop tenue en lisière jusque-là par le dogme ou le verbe, il n'eût plus été de ressources que dans un esprit de réalisme, de décision et d'improvisation, auquel un enseignement trop formaliste n'avait pas dressé les cerveaux. » (149).

dans la Résistance armée peut être prise pour le signe d'un dépassement de la croyance d'un changement produit par l'École, par la grâce du travail de la raison, et du même coup, d'une posture intellectualiste ou de l'idéologie professionnelle des professeurs.

L'Étrange défaite a connu trois rééditions. La première, en 1946, a été assurée par les éditions du Franc-Tireur. Dix ans plus tard, en 1957, deux nouvelles éditions paraissent à l'occasion de la mort de Lucien Febvre, l'une chez Albin Michel, l'autre chez Armand Colin, l'éditeur des *Annales*. Trente années après les précédentes, en liaison avec l'essor de l'historiographie de Vichy, la dernière édition, chez Gallimard, date de 1990, mais immédiatement en collection de poche avec actuellement un tirage cumulé de 31 500 exemplaires. Passant à la Libération du statut banal de « témoignage politique » à celui, aujourd'hui, d'œuvre exemplaire, voire de « lieu de mémoire », la réception de *L'Étrange défaite* mérite quelques explications. Écrit dans le contexte de la défaite, l'ouvrage s'est trouvé pris après-guerre dans des jeux contradictoires. Testament d'un grand universitaire, résistant, fusillé, il s'agit aussi d'un acte d'accusation qui renvoie chacun à son passé en lui attribuant sa part de responsabilité (Burrin, 1995). Mais autant la commémoration du savant et de l'homme s'impose, autant son texte gêne. Il continuera d'ailleurs d'être en décalage par rapport aux mémoires politiques des années soixante ou aux stratégies de ceux pour qui la coopération franco-allemande exige l'oubli. Ses analyses ne sont susceptibles en effet ni d'entretenir la mythologie résistancialiste ni de contribuer au légendaire gaulliste ou aux vérités officielles du parti communiste. Cette réception en demi-teinte traduit aussi le malaise de l'histoire scolaire face à ce type de production (Roussio, 1990). Attachés à la forme récit, enclins à une lecture judiciaire des événements, une histoire qui juge en même temps qu'elle édifie, les historiens pédagogues retrouvent bien cette vision dans *L'Étrange défaite* mais appliquée à un mauvais objet, les Français à la place des Allemands ou des responsables de Vichy qu'on attendait. Au surplus, le procès se termine par une profession de foi politique qui semble outrepasser une conception stricte de la neutralité scolaire. La redécouverte de *L'Étrange défaite* s'analyse comme un des signes du « retour du refoulé » du « syndrome de Vichy » (Roussio, 1990) et une conséquence du développement de l'historiographie de Vichy, dont le renouvellement date des années soixante-dix avec la publication de l'ouvrage de Robert Paxton en 1973 (Roussio, 1990, Azema, Bedarida, 1992). Marc Bloch est devenu aujourd'hui une icône dans la corporation des historiens, une sorte de modèle. Cette consécration n'en reste pas moins limitée à l'homme, au courage du résistant ou à la lucidité du témoin. *L'Étrange défaite*, comme modèle d'histoire sociale spectrale, n'a pas eu beaucoup d'héritiers, en dehors de Jean-Louis Cremieux-Brilhac dont l'ouvrage, *Les Français de l'an 40* (1990), confirme largement les analyses de Marc Bloch, ou de Philippe Burrin (1995). Mais *L'Étrange défaite* n'est pas qu'un travail historique. C'est l'œuvre d'un historien qui allie analyse historique et discours pragmatique. Là encore, la démarche n'est pas très fréquente chez les historiens. Cette remarque n'est pas à prendre comme un appel, mais veut simplement signaler l'absence ou la faiblesse de l'expertise auto-instituée en France, ce qui renvoie à la place de l'Université dans l'espace des pouvoirs, et notamment à la monopolisation progressive de l'expertise par le champ administratif. La République des professeurs est historiquement et socialement dominée par les grands corps d'ingénieurs et de hauts fonctionnaires et

coincée d'autre part entre la figure stylisée de l'intellectuel prophétique et celle de l'expert mandaté. Dans ces conditions, l'expertise autonome, forme mixte par définition, genre sans tradition et sans étayage social, est soit récusée comme un acte militant – « un témoignage politique », un texte « engagé » – soit vouée, comme *L'Étrange Défaite*, à la solitude de l'exemplarité.

Dominique DAMAMME
Paris IX – IRESO-CO-CO

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ATSMA H., BURGUIERE A., 1990, *Histoire comparée et sciences sociales*, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales.
- AZEMA J.-P., BEDARIDA F., 1992, *Vichy et les Français*, Fayard.
- BENDA J., 1927, *La trahison des clercs*, Grasset.
- BEDARIDA F., 1997, Marc Bloch, la société et le renouveau de l'esprit civique, in *Marc Bloch, l'historien et la cité*, Presses universitaires de Strasbourg.
- BLOCH E., 1990, Souvenirs et réflexions d'un fils sur son père. In AT SMA H. et BURGUIERE A., *Histoire comparée et sciences sociales*, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, p. 23 sq.
- BLOCH M., 1997, *Écrits de guerre 1914-1918*, textes réunis et présentés par Etienne Bloch, Introduction de Stéphane Audoin-Rouzeau, Armand Colin.
- BLOCH M., 1921, Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre, *Revue de synthèse historique*.
- BLOCH M., 1925, La vie d'outre-tombe du roi Salomon, in *Histoire et Historiens*, 1995, Armand Colin, p. 167-190.
- BLOCH M., 1995, Critique historique et critique du témoignage, in *Histoire et Historiens*, Armand Colin, p. 15-16.
- BLOCH M., Que demander à l'histoire, in BLOCH M., 1963, *Mélanges Historiques*, Éditions de L'École pratique des hautes Études, *Histoire et historiens*, Armand Colin, 1995.
- BLOCH M., 1990, Testament, in *L'étrange défaite, témoignage écrit en 1940*, Gallimard.
- BLOCH M., 1993, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Armand Colin.
- BLOCH M., 1946, *L'étrange défaite, témoignage écrit en 1940*, Société des Éditions Franc-Tireur.
- BOUVERESSE J., 1984, *Le philosophe chez les autophages*, Les Éditions de Minuit, p. 109.
- BURGUIERE A., 1979, Histoire de l'histoire : la naissance des « Annales », *Annales Économies, Sociétés, Civilisations*, p. 1347 sq.
- BURGUIERE A., AT SMA H., 1990, *Histoire comparée et sciences sociales*, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales.
- BURRIN Ph., 1995, *La France à l'heure allemande 1940-1944*, Éditions du Seuil.
- CASTEL R., 1985, L'expert mandaté et l'expert instituant, in *Situations d'expertise et socialisation des savoirs*, C.R.E.S.A.L.
- CERTEAU (de) M., 1975, *L'écriture de l'histoire*, Gallimard.
- CHARLE C., 1990, *Naissance des « intellectuels » 1880-1900*, Éditions de Minuit.
- CHARLE C., 1994, *La République des universitaires, 1870-1940*, Seuil.
- CHARLE C., 1994, Les Normaliens et le socialisme, 1867-1914, in REBERIOUX M., *Jaurès et les intellectuels*, Éditions de l'Atelier.
- CHARTIER R., 1998, *Au bord de la falaise, l'histoire entre certitudes et inquiétudes*, Albin Michel.
- CORBIN A., 1983, « La Revue Historique », analyse de contenu d'une publication rivale des « Annales », in CARBONNEL O. et LIVET G., *Au berceau des Annales*, Presses de l'Université de Toulouse.
- COMPAGNON A., 1983, *La Troisième République des Lettres ; De Flaubert à Proust*, Éditions du Seuil.
- CREMIEUX-BRILHAC J.L., 1990, *Les français de l'an 40*, Gallimard.

- NOIRIEL G., 1994, En mémoire de Marc Bloch, Retour sur l'Apologie pour l'histoire, *Genèses*, n° 17.
- NOIRIEL G., 1996, *Sur la « crise » de l'histoire*, Belin.
- NOIRIEL G., 1999, *Les origines républicaines de Vichy*, Hachette.
- OEXLE O.G., Marc Bloch et la critique de la raison historique, in, AT SMA H. et BURGUIERE A., *op. cit.*, p. 419 sq.
- PONSELLA P., 1990, Les experts sont formels, *Pouvoirs*, 55.
- PROCHASSON C., 1993, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre 1900-1938*, Éditions du Seuil.
- PROST A., 1994, Seignobos revisité, *Vingtième siècle, Revue d'Histoire*, 43.
- PROST A., 1996, *Douze leçons sur l'histoire*, Éditions du Seuil.
- RACINE N., 1977, Le comité de vigilance des intellectuels antifascistes, 1934-1939. Antifascisme et pacifisme, *Le Mouvement social*, p. 87-113.
- RAULFF U., 1995, République et charisme. Marc Bloch et le prodige moderne, *Cahiers Marc Bloch*, n° 3.
- RAULFF U., 1997, *De l'origine à l'actualité. Marc Bloch, l'histoire et le problème du temps présent*, Thorbecke.
- RAYNAUD PH., THIBAUD P., 1990, *La fin de l'école républicaine*, Calmann-Lévy.
- RENAN E., 1925, L'avenir de la science, Calmann-Lévy.
- RENAN E., *La réforme intellectuelle et morale*, Calmann-Lévy, sd.
- REVEL J., 1979, Histoire et sciences sociales : le paradigme des « Annales », *Annales Économies, Sociétés, Civilisations*, p. 1360 sq.
- RICOEUR P., 1983, 1984, 1985, *Temps et récit*, Éditions du Seuil.
- ROUSSO H., 1990 *Le syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, Éditions du Seuil.
- ROUSSO H., 1998, *La hantise du passé*, Les éditions Textuel.
- SCHÖTTLER P., 1995 (a), Marc Bloch et le XIX^e Congrès International de Sociologie, Bucarest, août 1939, *Genèses*, 20.
- SCHÖTTLER P., 1995 (b), Marc Bloch et Lucien Febvre face à l'Allemagne nazie., *Genèses*, 21.
- SCHÖTTLER P., 1993, Désapprendre de l'Allemagne : les Annales et l'histoire allemande pendant l'entre deux guerres, in BOCK, H et alii, *Entre Locarno et Vichy. les relations culturelles franco-allemandes dans les années 1930*, CNRS.
- SEIGNOBOS C., 1901, *La méthode historique appliquée aux sciences sociales*, Felix Alcan.
- SEIGNOBOS C., 1992 [1898], *Introduction aux études historiques*, Éditions Kimé.
- SIMIAND F., 1959, Méthode historique et science sociale, *Revue de synthèse historique*, 1903, *Annales Économies, Sociétés, Civilisations*, p. 117-118.
- THIBAUDET A., 1927, *La République des professeurs*, Grasset.
- VEILLON D., 1977, *Le Franc-Tireur Un journal clandestin, un mouvement de résistance, 1940-1944* - Georges Altman, Flammarion.
- VEYNE P., 1979, *Comment on écrit l'histoire*, Éditions du Seuil.
- VEYNE P., 1983, *Les Grecs ont-ils cru à leurs mythes*, Éditions du Seuil.
- WEBER M., 1965, *Essais sur la théorie de la science*, Plon.
- WESSEL M., 1997, Portrait d'une présence, *Cahiers Marc Bloch*, n° 5.